

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

L.N.U.F. BAYEUX

BP 60450
14400 Saint-Martin-Des-Entrées

Références : 2025-197
Code AIOT : 0005300552

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement L.N.U.F. BAYEUX implanté ZAC des Longchamps 1 rue Jean Mermoz 14400 Saint-Martin-des-Entrées. L'inspection a été annoncée le 07/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2025 de l'inspection des installations classées relative aux contrôles des installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- L.N.U.F. BAYEUX
- ZAC des Longchamps 1 rue Jean Mermoz 14400 Saint-Martin-des-Entrées

- Code AIOT : 0005300552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Lactalis Nestlé Ultra Frais Bayeux (LNUF Bayeux) exploite un établissement de transformation de produits laitiers en zone industrielle de Saint-Martin des Entrées. Les activités sont exercées sous couvert du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mars 2003 modifié.

Le site connaît actuellement une croissance d'activité et va démarrer prochainement la production d'un nouveau produit (mousse au chocolat).

Cette augmentation de production s'accompagne d'une réfection de la station d'épuration interne encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mai 2022.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	2 mois
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan d'action suite au contrôle des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	électriques		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles menés ont mis en évidence que des améliorations étaient attendues en matière de planification du traitement des observations résultant du contrôle réglementaire des installations électriques et du suivi de l'avancement des mesures correctives définies.

Le nombre d'observations est tendanciellement en baisse, mais reste assez significatif (108 observations). Il en est de même pour le plan d'actions résultant de l'actualisation du DRPCE. L'exploitant doit s'engager sur des délais de réalisation des actions identifiées pour maîtriser les risques ATEX présents sur le site.

L'inspection attend également une mobilisation de l'exploitant concernant le sujet des limites de l'intervention de l'organisme de contrôle dans la mesure où le contrôle réalisé des installations électriques n'est pas complet. Il appartient à ce dernier de rechercher en lien avec l'organisme de contrôle les moyens à mettre en œuvre pour lever toutes les limites d'intervention identifiées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté le dernier rapport de vérification des installations électriques de l'organisme de contrôle retenu du 15/11/2024. Il comporte 108 observations dont 48 nouvelles. L'exploitant dispose d'un suivi des observations basé sur les données mises à disposition par l'organisme de contrôle via une application accessible par internet. Ces observations sont hiérarchisées et l'exploitant traite en priorité les observations classées en 1.</p> <p>L'exploitant dispose d'un Q18 et d'un Q19 réalisé semestriellement.</p> <p>Les observations mentionnées dans le Q18, classées en priorité 1, sont au nombre de 14. Elles ne sont pas toutes traitées, une moitié a été traitée, l'autre moitié est soit en passe de l'être, des</p>

devis liés aux travaux ont été consultés, soit les équipements concernés (jugés en défaut) sont placés sous surveillance dans l'attente de statuer sur le bien-fondé du diagnostic posé, c'est notamment le cas des transformateurs des 2 groupes électrogènes présentant des fuites de diélectrique selon l'expert, ce que conteste le service technique de l'exploitant.

Il n'en demeure pas moins que le Q18 du 15/11/2024 conclut que :

- l'installation électrique de l'établissement peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion,
- pour 3 items de contrôle sur les 8, il est mentionné qu'ils n'ont pu être vérifiés (mention NV),
- un seul item ne présente pas de dangers.

Interrogé sur les suites données à ce contrôle du 15 novembre dernier, l'exploitant a présenté l'avancement du traitement des observations, mais il ne prévoyait pas de relancer un contrôle Q18 pour valider le traitement des observations et lever la mention de l'existence de risques d'incendie ou d'explosion.

L'inspection a relevé que l'exploitant s'appuyait sur la priorisation des observations établie par l'organisme de contrôle, mais qu'il n'y avait pas d'engagement pris en termes de délai de résolution des observations, ni de délai standard défini selon le niveau de priorité des observations. Si l'on peut comprendre que certaines observations nécessitent du temps pour être définitivement traitées, il est anormal que des délais de traitement, proportionné aux enjeux et au degré de priorité et leur suivi ne soient pas instaurés de manière à éviter des dérives et la persistance de situation non conforme.

L'inspection a consulté le dernier Q19 daté du 6 janvier 2025. Il comporte 5 observations classées en priorité 2 ie à traiter dans les 2 mois à compter de la réception du rapport. 4 des 5 observations étaient traitées lors de l'inspection (fiches d'anomalie renseignées et visées). La dernière anomalie était placée sous surveillance et le remplacement de la pièce défectueuse était programmé (sectionneur à remplacer).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de compléter, sous 2 mois, son suivi du traitement des observations mentionnées dans le dernier rapport de vérification des installations électriques en s'engageant sur des délais de traitement en cohérence avec leur degré de priorisation et en assurant le suivi de leur traitement pour limiter les dérives le cas échéant.

L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser, sous 2 mois, un état d'avancement du traitement des observations mentionnées dans le Q18 en précisant, pour celles en cours, la date prévisionnelle de solde de leur traitement et les mesures compensatoires prises dans l'attente.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : Le rapport de vérification des installations électriques de l'organisme de contrôle consulté fait apparaître de nombreuses limites d'intervention dites générales et particulières. Interrogé sur la raison d'être de ses limites et les dispositions prises pour permettre un contrôle complet des installations électriques, l'exploitant n'a pas présenté de méthode ou de plan d'action pour les lever. L'inspection relève en particulier que l'organisme de contrôle mentionne qu'il ne lui a pas été fourni le plan des locaux à risques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de définir, sous 2 mois, un plan d'actions pour lever toutes les limites d'intervention mentionnées dans le dernier rapport de vérification des installations électriques consulté. En particulier, l'exploitant doit rechercher les moyens de procéder à un arrêt de ses installations suffisamment long pour permettre le contrôle de tous les équipements nécessitant une coupure. Il est à noter que le site LNUF de Lisieux y parvient. L'objectif est de faire en sorte que le prochain contrôle réglementaire des installations électriques ne comporte plus de limites d'intervention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.
Constats : Cf. point de contrôle n°1 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan des zones à risque y compris les zones ATEX. Ce plan repère les zones à risque à l'échelle de l'établissement. Il s'agit plus d'un plan de situation des secteurs à risques particuliers qu'un plan repérant les zones ATEX avec mention de leur classement. L'exploitant dispose d'un DRPCE réalisé en interne (dernière mise à jour le 17 janvier 2022). La démarche a été totalement reprise sous l'impulsion du groupe et en lien avec la démarche de certification ISO 14001. Il a été confié en 2024 à TÜV SÜD la mission de réaliser le DRPCE et de bâtir un plan d'actions le cas échéant. Une intervention sur le site s'est déroulée du 9 au 11 juillet 2024 et le rapport du DRPCE avec le plan d'actions ont été diffusés le 25 janvier 2025. Ce plan d'actions comporte une priorisation. Toutefois, l'exploitant ne se l'est pas encore pleinement approprié et il lui reste à planifier son programme d'actions. Il n'a pas été relevé de problème de sécurité urgent (priorité 1). Mais, le nombre d'actions est significatif et nécessite un engagement fort et déterminé de l'exploitant pour traiter l'ensemble des points signalés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de compléter, sous 2 mois, le plan d'actions résultant du DRPCE en s'engageant sur un délai pour chaque action en cohérence avec la priorisation définie et de le transmettre ainsi complété à l'inspection dans le même délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

Constats :

L'inspection a visité la chaufferie gaz, le local des 2 groupes électrogènes (GE) et un entrepôt froid de produits finis concerné par une observation du rapport de vérification des installations électriques.

A l'extérieur du local chaufferie gaz, à proximité de la vanne de coupure gaz, il a été remarqué qu'un voyant était alarmé pour l'un des capteurs (seuil 1 a priori) dans l'armoire extérieure sans renvoi particulier, ni alarme sonore. Interrogé sur la raison de cette activation, l'exploitant n'a pu répondre.

L'inspection a bien noté le remplacement prochain du brûleur gaz de la seconde chaufferie.

Dans le local des 2 GE, l'inspection a tenté d'apprécier visuellement l'état de la partie supérieure des transformateurs sans y parvenir.

Dans l'entrepôt froid, l'inspection a constaté le remplacement à neuf de l'armoire électrique concernée par le défaut de tringlerie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'expliquer la raison de l'état « alarmé » de l'un des voyants associé à la détection gaz dans l'armoire extérieure sous 2 mois.

L'inspection demande à l'exploitant d'expliquer les modalités de fonctionnement de la détection gaz de la chaufferie, en particulier les asservissements et modes d'alarme associés à l'atteinte des 2 seuils de détection fixés sous 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois